

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 17283**

### Intitulé

Consultant en affaires publiques et lobbying

#### AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION

Institut catholique de Paris (ICP)

#### QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION

Recteur de l'ICP

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

320n Conception : Etablissement de stratégies de relations publiques et de communication

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le(la) Consultant(e) en relations européennes et lobbying est un spécialiste du dialogue public/privé qui a pour mission d'assurer efficacement la représentation d'intérêts et la communication auprès des décideurs institutionnels, dans le respect d'une stricte déontologie.

Dans le cadre de ses activités, ce(ette) professionnel(le) :

- veille sur l'évolution du système décisionnel et sur les nominations des décideurs ou de leurs collaborateurs afin d'être en permanence en mesure d'identifier les personnes à cibler pour une action d'influence
- met en surveillance des projets de décisions (textes législatifs et autres) le plus en amont possible afin d'être, si besoin en capacité d'influencer sur la décision finale
- analyse l'environnement politique, administratif et technique d'un processus de décision afin d'être en mesure de comprendre des différents acteurs et parties prenantes concernés par la décision
- élabore et met en oeuvre auprès des décideurs concernés une stratégie de communication et/ou d'influence afin d'obtenir une décision favorable aux intérêts défendus

- recherche des financements européens pour des projets.

Le titulaire de ce titre possède les capacités suivantes :

- Conduire une veille d'un système décisionnel
- Conduire une veille législative et réglementaire
- Analyser des stratégies d'intervention, de communication et d'influence (lobbying)
- Mettre en oeuvre des stratégies d'intervention, de communication et/ou d'influence
- Identifier les sources de financement pertinentes et monter un dossier de demande de financement

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Ce métier concerne tous les secteurs de l'industrie et des services couverts par les compétences et activités de l'Union européenne. Les débouchés se situent en majorité dans les milieux d'affaires mais aussi dans le développement régional, les ONG et milieux associatifs. Les professionnels exercent soit comme cadre d'entreprise (en général, grands groupes multinationaux) ou d'association professionnelle, soit dans le cadre de sociétés de conseil et de communication.

Le métier consiste à être responsable des relations européennes ou du lobbying européen. Il rassemble donc des spécialistes du dialogue public/privé qui ont pour mission d'assurer efficacement la représentation d'intérêts et la communication auprès des décideurs institutionnels, dans le respect d'une stricte déontologie. Il s'agit de déceler ou anticiper les opportunités (concurrentielles, juridiques, sociales...) qu'offrent les politiques européennes, y compris dans le contexte mondial, en vue de développer des actions en faveur de la structure, puis de mener à bien ces actions.

Exemples de postes : Chargé de mission affaires européennes, Consultant commission européenne, Analyste Europe, Manager en politiques européennes, Directeur en charge des relations institutionnelles, Chargé de la communication institutionnelle, Conseiller en Lobbying européen, Consultant en affaires publiques...

#### Codes des fiches ROME les plus proches :

H1102 : Management et ingénierie d'affaires

M1403 : Études et perspectives socio-économiques

M1707 : Stratégie commerciale

#### Réglementation d'activités :

Chaque institution a mis au point un cadre qui lui est propre régissant les relations entre ses membres et les représentants de groupes d'intérêt. Il vise à assurer la transparence de ces relations et l'enregistrement des acteurs. Par exemple :

- règlement intérieur du Parlement européen
- règles imposées aux fonctionnaires de la Commission européenne
- règlement intérieur de l'Assemblée nationale française (amendements de juin 2009)

De plus, des organismes professionnels ont adopté, principalement dans le conseil, des règles de déontologie :

- à Bruxelles la SEAP (Society of European Affairs Professionals) et l'EPACA (European Public Affairs Consultancies' Association)
- en France, l'AFCL (association française des consultants en lobbying).

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composantes de la certification :

Les composantes de la certification sont :

- Conduire une veille d'un système décisionnel et réglementaire en vue de mener des actions d'influence et de lobbying
- Analyser et mettre en oeuvre des stratégies d'intervention, de communication et/ou d'influence

#### Bloc de compétence :

INTITULÉ	DESCRIPTIF ET MODALITÉS D'ÉVALUATION
Bloc de compétence n°1 de la fiche n° 17283 - Analyser et mettre en oeuvre des stratégies d'intervention, de communication et/ou d'influence (lobbying)	Compétences évaluées : Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie de communication et/ou d'influence dans un contexte complexe en faveur des intérêts défendus  Modalités d'évaluation : Mémoire professionnel et soutenance  Modalité de certification : attestation délivrée par l'ICP, signée par le Recteur de l'ICP pour ce 2nd bloc de compétences
Bloc de compétence n°2 de la fiche n° 17283 - Conduire une veille d'un système décisionnel et réglementaire en vue d'emener des actions d'influence et de lobbying	Compétences évaluées : Identifier les informations stratégiques et analyser les mécanismes de prise de décision publique et leurs évolutions, que ce soit à l'échelle nationale ou (surtout) européennes  Modalités d'évaluation : Contrôle de connaissances, Notes de synthèse et Etude de cas  Modalité de certification : attestation délivrée par l'ICP, signée par le Recteur de l'ICP pour ce 1er bloc de compétences

#### Validité des composantes acquises : 5 an(s)

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Le directeur du titre, un enseignant, le Doyen de la faculté, un professionnel extérieur
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Le directeur du titre, un enseignant, le Doyen de la faculté, un professionnel extérieur
En contrat de professionnalisation	X	Le directeur du titre, un enseignant, le Doyen de la faculté, un professionnel extérieur
Par candidature individuelle	X	
Par expérience dispositif VAE prévu en 2013	X	4 membres : 2 enseignants et 2 professionnels extérieurs (50%) dont 1 représentant employeur et 1 représentant salarié

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

#### LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

#### ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

### Base légale

#### Référence du décret général :

#### Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 12 août 2013 publié au Journal Officiel du 27 août 2013 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles. Enregistrement pour cinq ans, au niveau I, sous l'intitulé "Consultant en relations européennes et lobbying" avec effet au 01 septembre 2009, jusqu'au 27 août 2018.

#### Référence du décret et/ou arrêté VAE :

#### Références autres :

Arrêté du 11 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 18 décembre 2018 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles. Enregistrement pour deux ans, au niveau I, sous l'intitulé "Consultant en affaires publiques et lobbying" avec

effet au 27 août 2018, jusqu'au 18 décembre 2020.

## **Pour plus d'informations**

### **Statistiques :**

Entre 15/20 étudiants par an

<http://www.icp.fr/fr/formations/l-insertion-professionnelle-a-l-institut-catholique-de-paris/enquetes-et-etudes>

### **Autres sources d'information :**

Enquêtes annuelles d'insertion professionnelles menées par le service de l'Insertion professionnelle de l'ICP (SIOP)

Site Internet de l'autorité délivrant la certification :

### **Lieu(x) de certification :**

Institut catholique de Paris (ICP) : Île-de-France - Paris ( 75) [Paris]

Institut Catholique de Paris – 21 rue d'Assas – 75006 Paris

### **Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

Institut Catholique de Paris – 21 rue d'Assas – 75006 Paris

### **Historique de la certification :**